

Questionnaire ARCEP :

**Questionnaire préparatoire aux travaux de révision de l'analyse
de marché des services de capacités**

**Soumission de la société Altitude
Infrastructure**



Date limite de remise : 4 Janvier 2013

Destinataire : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Contact téléphonique : 02.76.46.30.00

Document publiable, pouvant être diffusé par l'ARCEP

Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques
supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre optique

Avant Propos

Soucieuse de participer aux débats publics liés à la régulation des télécommunications et fortement concernée par les évolutions découlant des décisions n°2011-0668 et 2011-0669, la société Altitude Infrastructure vous transmet ici ses réponses et ses éléments de réflexions.

Nous savons que l'Autorité en fera bonne analyse et tenons à l'en remercier.

Approche générale

Dans le cadre de l'application de la « clause de rendez-vous » définie dans les décisions relative aux marchés 4 et 5, l'ARCEP nous présente ici un bilan à 18 mois.

Ainsi, L'Autorité a réalisé un état des lieux des déploiements, un constat des phénomènes de mutualisation ayant eu lieu ainsi que des évolutions contextuelles ayant impactées le marché du Très Haut Débit, notamment suite aux dernières obligations et recommandations (symétriques et asymétriques) publiées.

Après lecture détaillée, Altitude Infrastructure tient à faire part de son accord avec les constats réalisés et avec l'orientation générale de ce document. Cependant, et afin d'anticiper la future phase de décision et d'apporter un éclairage différent sur la situation en dehors des zones très denses notamment, nous souhaitons formuler quelques remarques.

Remarques

- Evolution de la situation de France Télécom

L'état des lieux des déploiements cumulés à fin 2012 n'engendre effectivement pas encore un constat de déséquilibre sur le marché du Très Haut Débit, et n'autorise donc pas à qualifier France Télécom comme acteur puissant et, à ce titre, de lui imposer de nouvelles obligations asymétriques.

Cependant, nous pensons que la tendance, notamment sur les derniers trimestres 2012 sur lesquels une accélération significative a pu être constatée, montre un dynamisme très important de la part de cet acteur, ce qui pourrait à court terme faire considérablement évoluer ce constat. Ainsi, nous nous satisfaisons de voir une réelle implication et motivation dans le cadre du déploiement d'une infrastructure optique à l'échelle nationale, mais souhaitons que l'ARCEP reste vigilante quand à la position d'acteur dominant qui pourrait à court terme impacter le secteur.

Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre optique

- Statut d'opérateur intégré

Nous tenons aussi à ce qu'une attention particulière soit portée quant au caractère « intégré » de l'ensemble des principaux acteurs impliqués sur le chantier du THD.

En effet, les choix de régulation faits dans le cadre du déploiement du THD ont des impacts sensiblement différents selon les types d'acteurs : purs Opérateurs d'Immeuble (OI), purs Opérateurs Commerciaux (OC) ou Opérateurs intégrés (OC + OI). Ainsi il faut veiller à conserver les intérêts tant des acteurs qui ne sont soit que OC soit que OI.

Ainsi, les opérateurs intégrés bénéficient d'une continuité de revenus lors de cette transition technologique et, de plus, les inconvénients éventuels d'une régulation sur le métier d'OI est compensée par l'impact de celle-ci sur le métier d'OC. Par exemple, une réduction des revenus sur une offre wholesale de fibre noire pour une entreprise peut être compensée par des revenus élevés sur cette même infrastructure au niveau de l'offre de détail. Dans l'absolu, un tel choix favorise l'émergence d'une concurrence mais, dans la mesure où la majorité des acteurs qui dominent le marché sont opérateurs intégrés, cette logique peut être faussée, au détriment des purs OI notamment.

- Intérêt des acteurs à la bascule technologique

Nous souhaitons attirer l'attention sur le fait que France Télécom, en tant qu'opérateur historique, maîtrise à la fois l'infrastructure cuivre et les infrastructures optiques qu'il déploie. A ce titre, il bénéficie d'une continuité de service et de revenus lors de la bascule cuivre vers fibre. Ses intérêts divergent donc grandement des opérateurs qui sont seulement OI fibre. Cela a clairement des impacts sur les choix marketing et stratégiques réalisés.

- Influence de France Télécom sur l'autorégulation du marché

Dans la continuité de la remarque précédente, nous tenons aussi à signaler que par son ampleur et son positionnement sur le marché, les choix de France Télécom sur ses offres techniques et marketing ont un impact important sur les autres acteurs.

En effet, toutes les décisions prises constituent de fait des standards contractuels (exemple : fonctionnement et coût de l'offre de co-investissement, seuil minimal de perte de 3dB entre le PM et le client final...), en réponse aux obligations réglementaires, et peuvent parfois être difficiles à porter par d'autres acteurs. Cependant, afin d'être le plus interopérable possible et le plus neutre techniquement, les opérateurs alternatifs calquent leurs pratiques sur celles de l'opérateur historique. Ce phénomène touche d'autant plus les opérateurs de RIP, qui, par définition, ne peuvent être qu'OI et ont ainsi pour impératif d'être le plus compatible possible avec les pratiques des opérateurs dominants, notamment dans les but d'être référencés auprès d'eux.

<p>Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre optique</p>
--

- **Intérêt d'une obligation de proposer des offres activées sur le Très Haut Débit**

Nous tenons à manifester une nouvelle fois notre conviction quant à la nécessité de voir émerger une offre de services activés à l'échelle nationale, et ce dans des conditions standardisées et régulées. En effet, nous sommes convaincus que cela permettra le développement des petits acteurs et l'émergence de nouveaux acteurs (comme cela a été le cas sur le DSL, option 5 puis dégroupage...).

De plus, le débit disponible via cette nouvelle technologie laisse plus de place aux usages et augmente le niveau d'exigence attendu. Cela se traduira donc par une multiplicité des acteurs compétents pour fournir divers services à l'utilisateur final et une volonté de ce dernier de choisir le meilleur service, service par service et non dans un package global monobloc.

La possibilité de pouvoir facilement changer de fournisseur pour un service donné sans impacter les autres (ex. changer de fournisseur d'internet sans impacter la TV ou le téléphone) permettra une réelle concurrence entre les acteurs et un nivellement par le haut.

Pour ces raisons, une régulation des offres activées nous semble inévitable et souhaitable à court terme, comme l'encourage la Commission Européenne notamment.

- **Mise en application de l'offre iBlo de France Télécom**

Suite au précédent cycle de décision, au sein du cadre de régulation asymétrique du marché 4, France Télécom s'est vu imposer de proposer un accès à l'ensemble de ses infrastructures supports susceptibles d'être mutualisés pour le déploiement optique (Chambres, Fourreaux et Supports aériens). Pour se conformer à cette décision, France Télécom a produit en Juillet 2012 un projet d'offre, nommé iBlo.

Nous tenons ainsi à rappeler qu'à l'heure actuelle ce projet n'est toujours pas appliqué.

Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre optique
